



ENQUÊTE : DES FONDATIONS UNIPERSONNELLES

Pierre Fabre, le Bill Gates humanitaire français ?

► **Le puissant industriel de Castres (Tarn), Pierre Fabre, a placé tout son héritage dans une fondation, désormais très recherchée.**

Comparés à la **Bill & Melinda Gates Foundation** (BGMF) dont le budget dépasse les 60 milliards \$, et même à la **Fondation Clinton**, nettement plus modeste, les fonds dont dispose l'Etat (300 millions \$ pour l'**Onusida**, dont l'ambassadrice est **Carla Bruni-Sarkozy**) et les fondations privées françaises sont sans commune mesure. Même le système innovant **Unitaid**, dirigé par **Philippe Douste-Blazy**, s'appuie sur la Fondation Clinton en la finançant à hauteur de 25 millions \$. C'est même son premier mécène (LC n°556) !

La seule fondation française qui peut monter en puissance sur l'Afrique est la **Fondation Pierre Fabre**, à laquelle son président a fait don de 65% du capital de son groupe (6% revenant aux salariés). Une opération achevée en août 2008 par le cabinet **Orrick Rambaud Martel**. Cette fondation est aussi propriétaire du **Domaine Carla** à Castres et perçoit une subvention annuelle de 457 900 €. Elle fédère désormais d'autres fondations sur l'Afrique, comme la **Fondation Jacques Chirac**, médiatique mais démunie... C'est ainsi la Fondation Pierre Fabre qui avait initié au Bénin la lutte contre les faux médicaments via la réhabilitation du **Laboratoire national de contrôle de la qualité des médicaments**. En présence du président malien **Amani Toumani Touré "ATT"**, la Fondation Pierre Fabre devait inaugurer, le 21 janvier à Bamako, un **Centre de référence sur la drépanocytose**. Sur ce projet d'environ 3 millions €, ses partenaires sont la **Coopération internationale de la principauté de Monaco** (300 000 €), la **Fondation des Caisses d'épargne pour la solidarité** (120 000 €) et le **Conseil général des Hauts-de-Seine**, qui a repris les activités de la **SEM Coopération 92** après sa mise en liquidation.

Outre le patron **Pierre Fabre** - qui va ainsi, sans aucun doute, gagner son paradis -, le *deus ex machina* de la Fondation est **Philippe Bernagou** (directeur), un ancien d'**Arthur Andersen** et de la **Citibank** qui a fait ses preuves en restructurant à la serpe quelques filiales du groupe en Italie. Il est en rédemption... Dans le conseil de la fondation, siègent notamment **Pierre-Yves Revol**, DG de **Pierre Fabre participations** et trésorier de la fondation ; **Nathalie Delapalme**, inspectrice générale des finances ; **Bernard Esambert**, président de la **Fondation pour la recherche sur le cerveau** ; l'ancien ministre de la coopération **Jacques Godfrain** ; **Alain Mérieux**, président de **BioMérieux** ; et le professeur **François-Bernard Michel**. Mais "Papa Fabre" n'écoute toujours que lui-même...

AFRIQUE CENTRALE

BEAC : le putsch de Malabo

► **En plaçant son "homme" à la tête de la Banque centrale, Teodoro Obiang Nguema s'affirme comme l'émir dominant de la région. Analyse.**

Avec la nomination de **Lucas Abaga Nchama**, jusqu'ici directeur Exploitation, comme nouveau gouverneur de la **BEAC** (Banque des Etats d'Afrique centrale), **Teodoro Obiang Nguema** a pris tout le monde de vitesse, sans attendre la fin de l'actuel mandat du gouvernorat gabonais en 2012. Libreville n'avait pourtant pas lésiné sur les moyens pour proroger le statu quo. En décembre, **Ali Bongo** a fait présenter son candidat, **Alexandre Barro-Chambrier**, en remplacement de **Philippe Andzembé**. Le ministre gabonais des affaires étrangères, **Paul Toungui**, représentait alors un possible joker.

Mais depuis son entrée dans le club des producteurs de brut, Malabo a fait de la rotation du poste de gouverneur une affaire d'Etat. Première puissance financière de la zone avec un PIB de 6 466 milliards F CFA, la Guinée équatoriale avait été chargée en 2006 des réformes internes de la **Cemac** (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale). **Omar Bongo** vivant, il était difficile de faire bouger les lignes. Son décès a libéré les revendications équato-guinéennes, tout en faisant sortir au passage les dossiers noirs des placards. Le scandale des détournements au Bureau extérieur de la BEAC Paris (BEP) a surgi, comme par enchantement, trois mois après la disparition de l'occupant du Palais du bord de mer...

■ EN MISSION SPÉCIALE

CEDEAO ► Burkina Faso C'est déjà la guerre d'influence entre le Burkina Faso et le Sénégal pour placer son candidat à la tête de la Commission de la **CEDEAO** (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest). Selon la règle de rotation de l'organisation sous-régionale, c'est un francophone qui doit succéder au Ghanéen **Mohamed Ibn Chambas** lors du prochain sommet à Lagos de l'organisation, reporté du 18 janvier au 15 février. Si le nom de l'actuel vice-président de la Commission, le Burkinabè **Jean de Dieu Somda**, a longtemps circulé, Ouagadougou met, selon nos sources, plutôt sur orbite **Kadré Désiré Ouédraogo**, l'ex-premier ministre de 1996 à 2000. Ce dernier est l'ambassadeur du Burkina en Belgique et auprès de l'**UE**. Son principal challenger est le Sénégalais **Abdou Aziz Sow**, ex-ministre du **Nepad**. Le ministre sénégalais des affaires étrangères, **Madické Niang**, est actuellement en tournée dans les capitales sous-régionales pour présenter le poulailler de Dakar.

BAD ► Côte d'Ivoire L'Etat ivoirien a sollicité des financements de la **BAD** (Banque africaine de développement) pour participer au financement de la construction du barrage de Soubré et des travaux du 3^e pont sur la lagune qui seraient confiés à **Bouygues**. D'autant que pour ce dernier projet de 138 milliards F CFA, la participation de la **BID** (Banque islamique de développement), également sollicitée, est loin d'être acquise.

ONU ► Afrique Le continent africain représente moins de 3% du commerce mondial, mais a occupé l'an dernier 47% du calendrier du Conseil de sécurité des **Nations unies**, selon le bilan dressé dans un rapport du 8 janvier. 80 réunions sur les 171 organisées en 2009 à New York ont ainsi été dédiées à l'Afrique, soit plus que l'Irak, le Liban, l'Afghanistan et l'Iran réunis ! Ce continent n'a pas volé son qualificatif de "privilégié". C'est le Soudan qui emporte la palme d'or devant la Somalie (onze séances publiques, quatre résolutions et deux déclarations présidentielles), tandis que le Tchad et la République centrafricaine ont occupé dix séances publiques, une résolution et trois déclarations présidentielles. Le Sahara occidental arrive enfin bon dernier derrière le Liberia et le Burundi, avec une unique séance consacrée au renouvellement du mandat de la **Minurso**. Seul soulagement : aucune mission de maintien de la paix en Afrique n'a été créée l'an dernier.